

Conjoncture agricole ligérienne

Mars 2026

ECONOMIE &
PROSPECTIVE



CHAMBRE
D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE



La succession d'évènements survenus depuis le début de l'année 2026 confirme l'instabilité, devenue structurelle, de l'environnement global de l'agriculture ligérienne. Le contexte géopolitique, déjà dense et complexe sur fond de multiples tensions, a pris un nouveau tournant avec le déclenchement à la fin du mois de février d'un conflit militaire opposant les Etats-Unis et Israël à l'Iran. Les conséquences de cette nouvelle crise sont multiples à commencer par le risque de généralisation du conflit à l'ensemble de la région, voire au-delà. L'économie agricole ne sera pas épargnée (voir la première analyse en page 2).

D'autres différends, commerciaux cette fois, sont par ailleurs toujours d'actualité notamment la guerre tarifaire qui oppose les Etats-Unis à leurs partenaires commerciaux et l'application des mesures de rétorsion chinoises contre des produits agricoles de l'UE. A l'échelle européenne, l'application de la politique commerciale de l'UE par la multiplication d'accords de libre-échange divise les Etats membres dont les intérêts économiques divergent face à l'ouverture des frontières. Le Parlement européen a réussi à suspendre la ratification de l'accord du Mercosur sans que cela n'empêche la Commission européenne de l'appliquer provisoirement. Les risques de déstabilisation des marchés européens de plusieurs produits agricoles dont la viande bovine et les volailles de chair sont importants.

Cette ouverture s'opère alors que la balance commerciale française des produits agricoles et agroalimentaires s'est fortement dégradée en 2025. Un cycle de conférences a été initié par l'Etat français en fin d'année 2025 pour redonner des perspectives et des objectifs de production aux filières agricoles et progressivement reconquérir la souveraineté alimentaire nationale. Toujours sur le plan européen, la Commission européenne a ajusté sa proposition pour le prochain budget 2028-34, mais elle demeure pour le moment baissière pour l'agriculture française. Les négociations et les décisions prises d'ici la fin de l'année 2027, tant sur le budget que sur les instruments de la PAC, seront déterminantes pour l'agriculture ligérienne.

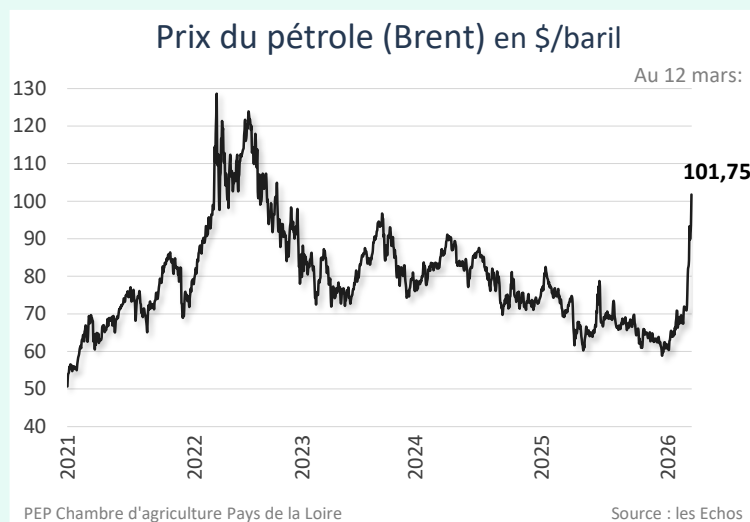
L'adversité des conditions climatiques et la pression sanitaire sont devenues omniprésentes. Tour à tour, les excès de douceur et/ou de pluviométrie auront perturbé le bon développement végétatif des cultures d'hiver et la récolte de certaines d'entre elles depuis le début de l'hiver. Le risque sanitaire concerne désormais la quasi-totalité des productions. L'élevage ligérien, tout en subissant les conséquences de cet environnement instable et aux enjeux multiples, continue de faire preuve d'une certaine résilience.

*La conjoncture a été favorable la majeure partie de l'année 2025 pour la production de **lait de vache**, mais s'est inversée au cours du dernier trimestre. La conjoncture de la production de **viande bovine** reste bien orientée, mais la décapitalisation du cheptel souche ne s'interrompt pas. La production de **volailles** de chair poursuit sa reprise depuis la crise sanitaire de 2022 dans un contexte de demande intérieure soutenue. Mais la dépendance de la consommation nationale de poulet aux importations s'accroît. Le marché des **œufs de consommation** bénéficie également*

d'un contexte de demande dynamique face à une filière encore en transition vers la production d'œufs alternatifs. En **filière porcine**, la production de porcs charcutiers se stabilise dans un contexte de marché baissier, impacté par la taxation de la Chine de ses importations en provenance d'UE. La collecte régionale de **lait de chèvre** se maintient dans un contexte national en repli et la **filière ovine** bénéficie d'une reprise des cours sur fond de repli de la production.

Les bilans mondiaux pèsent sur les marchés des **grandes cultures** récemment soumis à l'impact de la guerre en Iran. En **viticulture**, les volumes récoltés sont inférieurs à la moyenne quinquennale, mais le millésime est qualitatif. En **horticulture**, l'année 2025 a été difficile, mais la pépinière a connu un regain d'activité. Les conditions climatiques ont impacté la production de certains **légumes** d'automne et d'hiver confrontée à la demande atone des consommateurs. La dernière récolte ligérienne de **pommes et de poires** progresse significativement, après une année 2024 en repli.

Première analyse de l'impact de la guerre en Iran sur l'économie agricole



Ce nouveau conflit militaire a immédiatement impacté les marchés de l'énergie en raison de sa localisation géographique et des acteurs qu'il implique. Le cours du Brent (marché de référence du pétrole en Europe) est passé d'environ 70 dollars le baril avant le déclenchement de la guerre fin février à plus de 101 dollars le 12 mars. Il s'était déjà conforté d'une dizaine de dollars depuis le début de l'année. Cette réactivité s'explique par l'importance de cette région dans la production mondiale de pétrole et son commerce, le quart des échanges mondiaux de pétrole transitant

par le détroit d'Ormuz. Dans ce contexte, toute tension géopolitique et/ou tout conflit militaire pouvant conduire à la contraction des échanges de pétrole, par le ralentissement, voire le blocage des flux maritimes qui traversent ce détroit, impactent le marché des énergies fossiles. L'évolution des cours du pétrole dépendra de la durée du conflit et de la stratégie de production de l'OPEP+ au cours des prochains mois. Des observateurs avancent la fourchette de 80-90 dollars en cas de prolongation du conflit.

Si elle se prolongeait, la hausse du prix des énergies fossiles (pétrole et gaz également), provoquerait de nouvelles tensions inflationnistes directes et indirectes pour l'ensemble de l'économie avec des conséquences sur la consommation des ménages (y compris de produits alimentaires), les taux d'intérêts, etc.... A l'échelle des exploitations agricoles, l'inflation du coût de l'énergie et ses conséquences sont des facteurs de hausse des coûts de production agricole. Les engrais sont particulièrement concernés notamment les engrais azotés, la région étant à la fois productrice d'urée et d'ammoniac, mais également de gaz nécessaire à leur fabrication. Les marchés des grandes cultures, notamment les plus corrélés à ceux de l'énergie, peuvent réagir en étant plus volatils, mais restent, pour le moment, contenus par la lourdeur des fondamentaux. Ce conflit peut enfin perturber les échanges de produits agricoles et agroalimentaires, directement car le Moyen-Orient en est importateur et indirectement par les fluctuations des parités monétaires et la hausse du coût du fret induits par cette crise.

D'après diverses sources dont Chambre d'agriculture France.

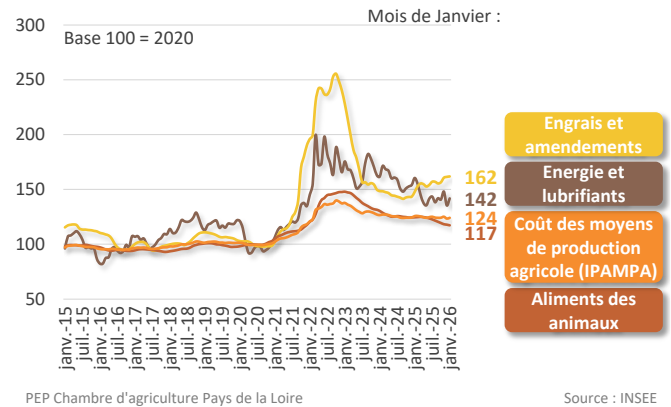


INTRANTS : VERS UNE INFLATION DU COÛT DES INTRANTS

D'après Agreste, le prix d'achat des intrants pour l'activité agricole progresse de +0,5 % sur un mois en raison de la hausse du coût de l'énergie (+4,7 %). Sur un an, il poursuit par contre son repli de l'ordre de -2 % sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie (-11,7 %), de l'alimentation du bétail (-5,9 %) et des produits phytosanitaires (-3,7 %). A l'inverse, la hausse des engrais et amendements est soutenue sur an (+9,5 %). A noter que l'indice IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des postes de charge, notamment une part des charges de structure qui connaissent une inflation à l'instar des engrais. Le conflit militaire au Moyen-Orient risque de conforter pour une durée encore indéterminée les différents postes

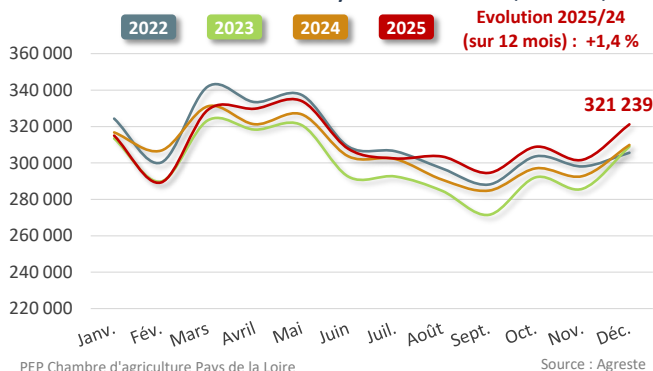
de consommation intermédiaire de la production agricole.

Coût des moyens de production par poste



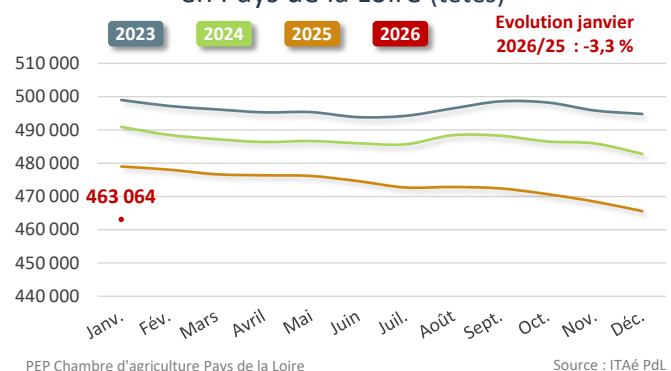
LAIT DE VACHE : DYNAMIQUE DE PRODUCTION EN 2025

Evolution mensuelle des livraisons de lait de vache en Pays de la Loire (1 000 L)



Les livraisons nationales de lait de vache ont progressé de +2,2 % en moyenne en 2025 par rapport à 2024. Cette tendance se poursuit sur le début de l'année 2026 après un mois de décembre 2025 très dynamique (+7,3 %/décembre 2024). Cette hausse s'est produite dans un contexte globalement favorable (conjoncture, production fourragère, ...) en dépit de l'impact de la FCO dans certaines régions. Elle s'est appuyée sur une amélioration sensible de la productivité laitière car le cheptel de vaches laitières poursuit son repli à un rythme de -2,5 % sur l'ensemble de l'année 2025. Ces tendances nationales masquent des dynamiques régionales très différentes et particulièrement fortes en

Evolution des effectifs de vaches laitières en Pays de la Loire (têtes)



Bretagne, en Auvergne-Rhône-Alpes et en Nouvelle-Aquitaine. En Pays de la Loire, les livraisons ont augmenté de +1,4 % toutes qualités confondues, mais ont poursuivi leur recul en lait biologique (-1,9 %). Cette moindre dynamique s'explique par un repli plus important du cheptel ligérien de vaches laitières (-3,6 % en janvier 2026/25) comparativement à l'échelle nationale. Cette érosion s'est accentuée tout au long de l'année. Les gains de productivité laitière n'ont par ailleurs pas été aussi élevés qu'en Bretagne et en Normandie.

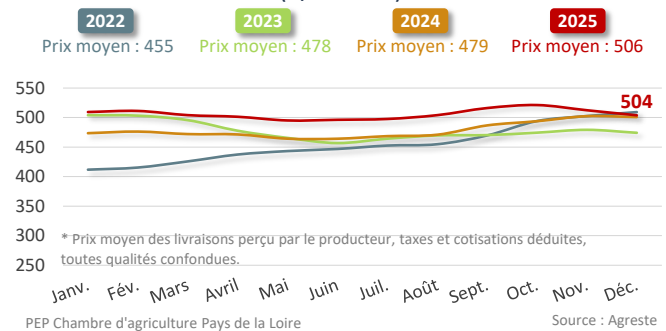
A l'échelle mondiale, la production laitière des principales régions exportatrices demeure haussière avec une progression globale de près

de +5 % en décembre 2025 (/2024). Plus de la moitié de cette hausse s'appuie sur l'UE dont la collecte s'est sensiblement confortée à partir de l'été. En France, ces disponibilités supplémentaires de lait ont été transformées en produits laitiers stockables et exportables (poudre maigre, beurre, fromages). La demande reste bien orientée en 2025 sur fond de stabilité de la consommation des ménages français et de hausse des exportations françaises sur la fin de l'année. Le solde commercial français des produits laitiers s'est cependant sensiblement dégradé en 2025 (-21 % en valeur) en raison de la hausse plus rapide des importations.

Ces évolutions se sont produites dans un contexte conjoncturel favorable, le prix du lait conventionnel perçu par le producteur ayant progressé de +5,7 % en 2025 pour atteindre le niveau moyen de 506 euros/1 000 litres. Mais

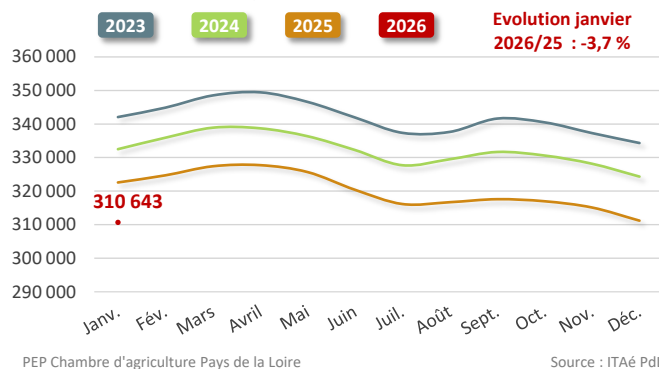
cette tendance s'est inversée à partir du mois de novembre, sous l'effet de la pression baissière des disponibilités, tant à l'échelle mondiale qu'européenne. Cette inversion de la conjoncture conjointe aux conséquences de la FCO pourrait freiner l'élan de la production laitière française en 2026.

Evolution mensuelle du prix* du lait de vache conventionnel en Pays de la Loire (€/1 000 L)



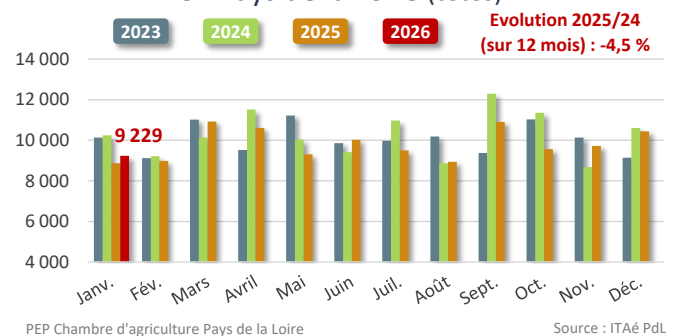
VIANDE BOVINE : DES PRIX TOUJOURS EN HAUSSE

Evolution des effectifs de vaches allaitantes en Pays de la Loire (têtes)



En moyenne nationale et toutes catégories confondues, les abattages de gros bovins se stabilisent en têtes sur les sept premières semaines de 2026. La hausse des sorties boucheries de bovins mâles (jeunes bovins et bœufs) et de vaches laitières compense le recul des abattages de femelles allaitantes en têtes. La conjoncture, bien orientée, a par ailleurs favorisé la hausse des poids de carcasses des bovins mâles et des vaches laitières. Ces évolutions font suite à une poursuite du recul tendanciel de la production française de viande de gros bovins qui s'est repliée de près de -2 % en tonnes

Evolution des sorties boucherie de bovins mâles viande (12 à 24 mois) en Pays de la Loire (têtes)



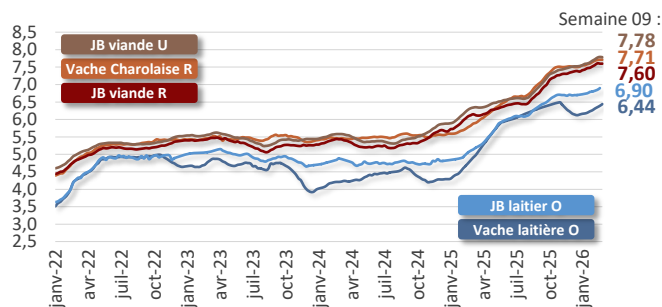
équivalent carcasse (tec) en 2025. La production de jeunes bovins s'est particulièrement érodée (344 000 tec ; -5 %) contrairement à celle de bœufs qui se redresse à plus de 55 000 tec.

A noter cependant que l'orientation des cours des jeunes bovins n'est pas aussi favorable sur le marché européen. Ce contexte peut avoir des conséquences sur le marché français globalement en manque d'offre. Il existe en effet un risque de progression des importations en provenance d'UE sur le marché national, mais également de concurrence des jeunes bovins français par

l'origine Mercosur sur les marchés italiens et allemands.

En Pays de la Loire, le cheptel de vaches allaitantes a poursuivi son érosion (-3,7 % en janvier 2026/25) à un rythme qui s'est accentué tout au long de l'année 2025, contrairement à ce qui a été observé à l'échelle nationale. Les sorties boucheries de jeunes bovins de race à viande suivent la même tendance, avec un recul de -4,5 %. A noter cependant son inversion en janvier 2026 avec une reprise des abattages de cette catégorie (+4,1 %/2025). Le recul de l'offre sur les marchés national et européen soutient les prix qui poursuivent leur hausse. En semaine 9, les prix des vaches R et O augmentent respectivement de +32 % et +33 % sur un an et ceux des jeunes bovins U, R et O respectivement de +23 %, +24 % et +36 %.

Cotations régionales gros bovins
Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (€/kg)



A compter de la semaine 30-2022 : les cotations excluent tous les animaux sous SIQO

PEP Chambre d'agriculture Pays de La Loire

Source : FranceAgriMer

Le recul de la consommation française de viande bovine calculée par bilan s'est accentué en 2025 en atteignant -2,8 % par rapport à 2024 (contre -1,7 % en 2024/23). D'après l'Idèle, cette nouvelle érosion s'explique principalement par le recul du disponible sur le marché national et en filigrane par le recul des abattages tant en France qu'en UE. Le solde commercial français de viande bovine s'est conforté de près de +5 % sous l'effet conjugué du recul des importations et de la progression des exportations. A noter dans le

contexte actuel de bras de fer engagé avec la Commission européenne au sujet de la ratification de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur, la hausse des importations françaises de +16 % en provenance du Mercosur pour atteindre 5 500 tec en 2025.

Sur le marché du maigre, le contexte d'offre, toujours limitée, soutient la hausse des cours sur le début de l'année 2026 à l'exception des Charolais lourds et des femelles charolaises impactés par le recul des prix des jeunes bovins en Italie d'après l'Idèle. Perturbées par les problèmes de reproduction des femelles allaitantes, les naissances de l'année 2025 se sont repliées au cours du premier semestre et ont progressé à l'automne. Cette évolution de la répartition des naissances explique la plus forte disponibilité en brouillards de moins de 6 mois et la raréfaction des animaux plus âgés et plus lourds. En Pays de la Loire, les naissances de bovins allaitants et bovins laitiers ont reculé respectivement de -3,4 % et -5,0 % en 2025.

Sur le marché de la viande vitelline, le manque d'offre soutient également les prix dans toute l'Europe. La production française a reculé de -8 % en 2025 (928 000 veaux abattus) pour atteindre son niveau le plus bas en dix ans. A l'inverse, la production ligérienne est restée dynamique et s'est confortée de +2,1 % en 2025. En janvier 2026, les abattages nationaux reculent de -12 % sur un an.

Sur le marché du veau laitier, l'offre disponible pour les ateliers d'engraissement de veaux de boucherie est également réduite en raison de la décapitalisation du cheptel laitier, de la perturbation des naissances par la FCO et par les flux d'export notamment vers l'Espagne. Dans ce contexte, les cours du veau laitier sont repartis à la hausse à la fin du mois de janvier 2026 après un réajustement significatif courant octobre.



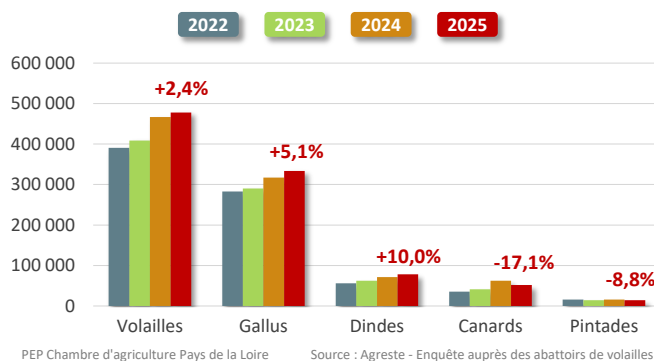
VOLAILLE DE CHAIR : NOUVELLE PROGRESSION DE LA CONSOMMATION PORTÉE PAR LE POULET

D'après FranceAgriMer, la production française de volailles de chair s'est à nouveau confortée de l'ordre de +1,6 % en 2025 par rapport à 2024.

Cette progression est essentiellement imputable à la hausse de la production de poulet, les autres espèces de volailles de chair étant stables

(dindes) ou en recul (canards et pintades). Les abattages de poulet ont progressé de +4,4 % pour atteindre 71 % des volumes nationaux (+2 %). Cette croissance a été limitée par la disponibilité de poussins et s'est produite dans un contexte de résurgence de foyers d'influenza aviaire (104 à l'échelle nationale dont 54 en Vendée et 18 en Loire-Atlantique). A noter également le redressement des abattages de poulets Label Rouge et biologiques.

Abattages de volailles en Pays de la Loire
Cumul janvier à décembre (tonnes)

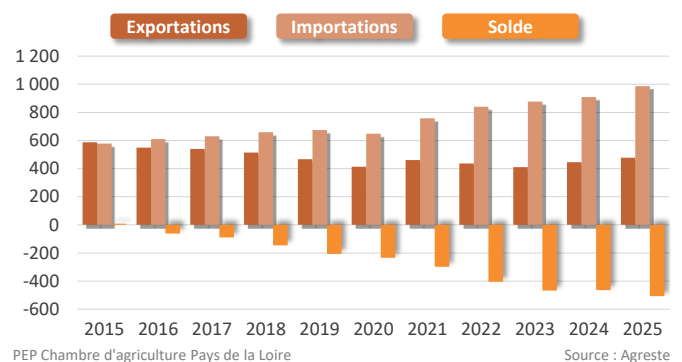


En Pays de la Loire, la croissance des abattages a été plus importante pour l'ensemble des espèces (+2,4 %), pour le poulet (+5,1 %) et pour les dindes (+10 %). Leur repli a par contre été également de plus grande ampleur pour les canards (-17,1 %) et les pintades (-8,8 %).

La consommation de viande de volailles, calculée par bilan, a poursuivi sa croissance en 2025 (+3,5 %) après une année 2024 déjà marquée par le dynamisme de la demande. Cette nouvelle

progression a été portée par le poulet dont la consommation a augmenté de +6,4 %. Il représente désormais près de 80 % de la consommation de viande de volailles (+2 %) contre 70 % en 2019. La consommation des autres espèces se stabilise (dindes) ou recule (canards et pintades). Ce dynamisme de la demande s'explique principalement par la hausse de la consommation en RHD, les achats des ménages ayant connu une progression plutôt modérée (+1,2 % en volume).

Evolution du commerce extérieur
de viande de volailles en France (1 000 tec)



La croissance de la consommation française, plus rapide que le développement de la production, dégrade à nouveau le taux d'autoapprovisionnement national qui passe de 82 % en 2024 à 80 % en 2025 et renforce la part des importations dans la consommation nationale. Le solde commercial français de viande de poulet poursuit son érosion en 2025 en raison de la progression sensible des importations (+11,3 %) notamment en provenance de Pologne.

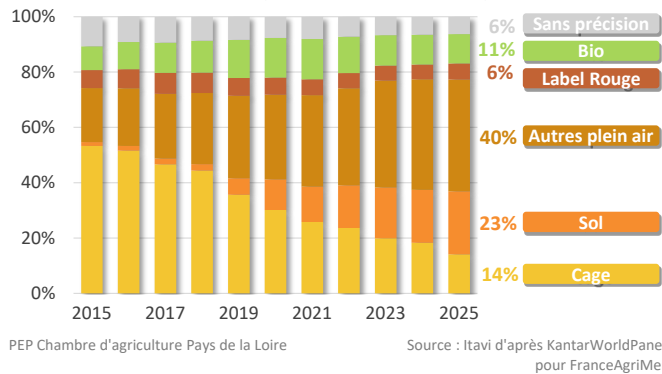


ŒUFS DE CONSOMMATION : DYNAMISME SOUTENU DE LA DEMANDE FRANÇAISE

D'après FranceAgriMer, la production française d'œufs a augmenté de +0,8 % en 2025 par rapport à 2024. La transition vers la production alternative (élevages plein-air, au sol et biologiques) s'est à nouveau renforcée pour atteindre près des trois quarts de la production nationale contre un peu moins de 50 % en 2020. La faible progression de l'offre française (comparativement au développement de la demande) s'explique par cette transition qui

limite la disponibilité des bâtiments en production (en raison des travaux nécessaires à leur conversion). Le maintien des volumes de production à un niveau équivalent à celui des élevages en cage implique par ailleurs un besoin accru de poules pondeuses. En janvier 2026, la production poursuit son dynamisme avec une hausse de +2,6 % de la production par rapport à 2025.

Achats des ménages d'œufs : évolution des parts de marché par code



La consommation française d'œufs (œufs coquille et ovoproduits), calculée par bilan a progressé de +2,5 % en 2025, soit une consommation individuelle annuelle de 235 œufs. Les achats des ménages sont en forte hausse (près de +5 %) et représentent environ 45 % de la consommation totale. Les œufs demeurent la protéine animale la plus accessible, même si leur prix progresse en

raison de la tension qui pèse sur l'offre. La dynamique des achats est portée par les œufs alternatifs notamment les œufs au sol (+24,6 %). Il faut également souligner la nette reprise des achats d'œufs Label Rouge et biologiques respectivement de +14,9 % et de +2,9 % après les difficultés rencontrées sur ces segments de marché. A l'inverse, les achats d'œufs en cage sont en recul de -18,9 % et ne représentent plus que 14 % de parts de marché dans les achats des ménages.

Dans ce contexte de tension qui pèse sur l'offre face à une demande très dynamique, la balance commerciale française des œufs coquille et des ovoproduits s'est dégradée pour atteindre un déficit de l'ordre de 150 millions d'euros. Il faut enfin souligner la poursuite de la progression des importations européennes d'œufs coquille et d'ovoproduits en provenance d'Ukraine.



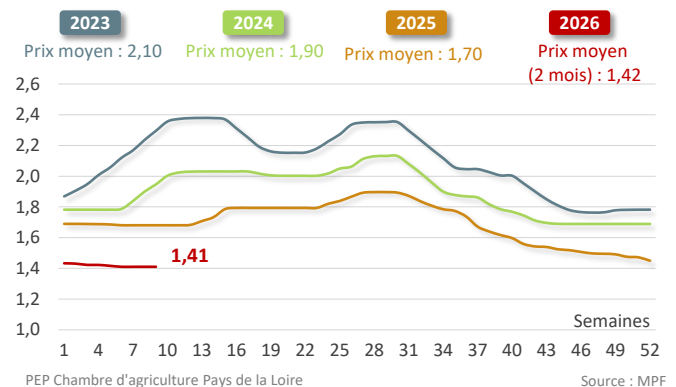
VIANDE PORCINE : UN MARCHÉ FRAGILISÉ PAR LA BAISSSE DES COURS

En 2025, les abattages de porcs français sont quasiment stables en têtes par rapport à 2024 (+0,2 %) et progressent en volume (+0,7 %) sous l'effet de l'augmentation du poids moyen de carcasse qui atteint 95,6 kg. La production de viande porcine (2,1 millions de tec), même en hausse (+0,7 %), ne couvre pas la demande nationale, avec une consommation de viande porcine estimée par bilan à 2,2 millions de tec (+2,7 %). Le taux d'auto-approvisionnement s'ajuste à la baisse (98 %).

Les importations de produits porcins (hors abats), majoritairement issues de l'UE (Espagne en particulier), progressent de +1,5 % en volume, alors que les exportations reculent de -6,7 %. Les flux vers la Chine ont été fortement perturbés en 2025 par la procédure « anti-dumping » même si ce pays reste la principale destination de produits porcins français. Cette baisse des exportations entraîne une dégradation du solde commercial qui demeure négatif en valeur et en volume.

Après la hausse saisonnière du printemps 2025, le prix du porc a entamé une baisse sans jamais

Cotations du porc cadran français (€/kg)



se stabiliser comme à son habitude. La cotation du porc cadran français atteint ainsi 1,45 euro/kg en fin d'année, tirée vers le bas par le prix des pays européens, notamment l'Espagne, après la détection de cas de Fièvre Porcine Africaine. Début 2026, le cours du porc cadran français poursuit son repli pour se stabiliser à 1,41 euro/kg depuis la semaine 6.

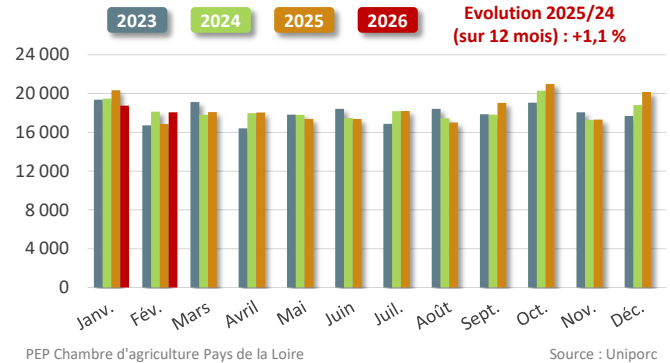
En janvier 2026, les abattages français de porcs reculent de -1 % en têtes par rapport à janvier 2025. Sur douze mois glissants, les volumes abattus enregistrent cependant une petite

progression de +0,6 % en tonnage et sont stables en têtes par rapport aux douze mois antérieurs. Selon l'enquête cheptel de mai-juin 2025, le cheptel de truies est en légère progression (+0,8 %). En Pays de la Loire, la production de porcs charcutiers progresse de +1,1 % en tonnage et de +1,2 % en têtes en 2025 par rapport à 2024. En cumul, sur les deux premiers mois de l'année 2026 par rapport à 2025, elle recule aussi bien en volume qu'en effectif (respectivement de -1 % et -2 %).

Malgré la hausse de la consommation de viande porcine, qui se traduit dans les achats des ménages et la RHD, la rentabilité des éleveurs n'est pas suffisante. Les coûts de production restent élevés alors que le cours du porc a chuté

de 10 % en un an. Dans ce contexte, le renouvellement des actifs et la souveraineté alimentaire sont des enjeux majeurs pour la filière.

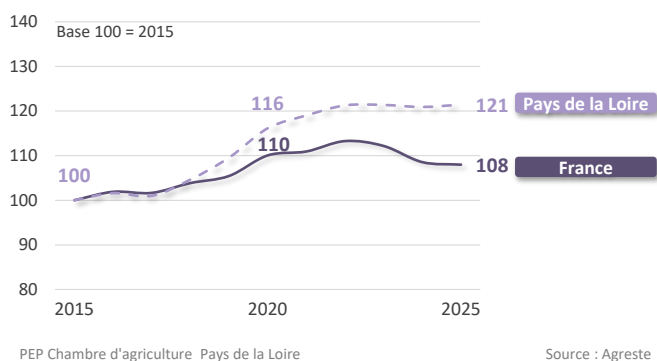
Evolution de la production de porcs charcutiers en Pays de la Loire (tonnes)



LAIT DE CHÈVRE : UNE COLLECTE STABLE EN PAYS DE LA LOIRE DANS UN CONTEXTE NATIONAL EN LÉGER RECUL

Avec 497 millions de litres livrés sur l'année 2025, la collecte nationale de lait de chèvre enregistre une légère baisse de l'ordre de -0,5 % par rapport à 2024. En Pays de la Loire, elle s'est stabilisée à 107 millions de litres livrés (+0,4 %). On constate par ailleurs que la collecte ligérienne se conforte depuis 2022, contrairement à la collecte nationale qui s'érode.

Evolution des livraisons de lait de chèvre



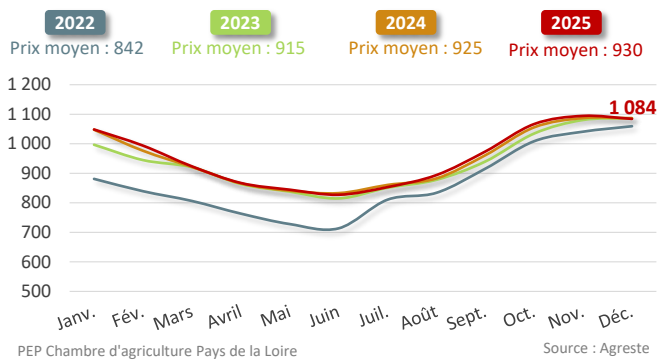
Pour compenser la baisse de la collecte et afin de répondre aux besoins des consommateurs, les transformateurs ont eu davantage recours aux importations. Elles ont atteint près de 60 millions de litres de lait de chèvre, en hausse de +16 %. Au total, les disponibilités des industriels s'élèvent à 557 millions de litres, soit une progression de +1,2 %. La part des importations

dans l'approvisionnement augmente également, passant de 9,4 % en 2024 à 10,8 % en 2025.

Avec 97 400 tonnes de fromages de chèvre, les fabrications industrielles se replient de -0,8 % en 2025. Le segment du fromage frais progresse de +2,1 %, tandis que celui des fromages à la pièce recule de -0,7 %, avec des baisses marquées principalement pour les pyramides (-10,3 %) et en moindre mesure les buchettes (-1,5 %), dont les volumes représentent 47 % de la production totale de fromage de chèvre. Les fabrications de fromages à découper, principalement destinés à la RHD, diminuent de -5,5 %, dans un contexte de forte pression sur les prix, face à des produits à base de lait de vache souvent plus compétitifs. Les produits ultra-frais poursuivent leur progression (+3,8 %), soutenus par la bonne dynamique des yaourts, fromages blancs et skyr qui sont bien valorisés.

A l'instar des fabrications, les achats de fromages de chèvre des ménages français enregistrent une baisse de -0,4 %. Les consommateurs continuent de privilégier les marques distributeurs au détriment des marques nationales. En revanche, la consommation d'ultra frais (yaourts, fromages frais) a été particulièrement dynamique (+16 %).

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (€/1 000 L)



En Pays de la Loire, le prix du lait de chèvre se maintient à des niveaux élevés avec une moyenne annuelle de 930 euros/1 000 litres

(+1 %/2024 et +10 %/2022). Dans le même temps, l'indice IPAMPA lait de chèvre poursuit son recul amorcé fin 2023, il a baissé de -2,3 % sur douze mois en 2025.

Néanmoins, le revenu moyen des éleveurs est jugé insuffisant dans un contexte où les coûts de production demeurent élevés. Parallèlement, le nombre de livreurs diminue, alors que la demande reste soutenue. Les coûts à l'installation sont de plus en plus élevés. Une revalorisation du prix du lait est attendue par la profession afin d'éviter une dégradation durable du secteur caprin et de redonner l'attractivité au métier.



VIANDE OVINE : POURSUITE DU REPLI DES ABATTAGES EN 2025

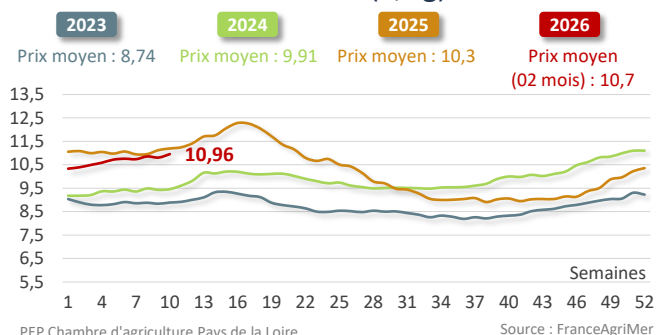
En 2025, les abattages français d'ovins ont reculé de -5,7 % en têtes par rapport à 2024 et de -15,8 % par rapport à la moyenne quinquennale 2020-24. L'évolution du cheptel ovin s'inscrit dans une tendance de repli structurel sous l'effet de plusieurs facteurs dont le manque de renouvellement des éleveurs, les aléas climatiques, les problèmes sanitaires. La production de viande ovine a atteint près de 66 200 tec, en retrait de -2,9 %/2024 et de -13,4 %/2020-24. La diminution a été plus modérée en volume en raison de l'augmentation du poids moyen des carcasses. Cette baisse n'a pas été compensée par les importations de viande ovine qui se sont élevées à près de 80 900 tec, inférieures de -6,7 %/2024. 62,6 % du volume importé provient du Royaume-Uni.

En 2025, la consommation des ménages a baissé de -13,4 % par rapport à 2024 sous l'effet conjugué d'une baisse de fréquence d'achat (-7,9 %) et d'un recul du nombre d'acheteurs (-6,5 %). En début d'année, la demande est peu dynamique, mais l'approche des fêtes religieuses

devrait stimuler la consommation au cours du printemps.

La cotation de l'agneau lourd en zone Nord s'est redressée en fin d'année (10,33 euros/kg), soutenue par la demande à l'approche des fêtes de fin d'année. Le prix moyen 2025 est supérieur de +3,9 % à celui de 2024. Début 2026, le cours de l'agneau se situe en dessous de celui de 2025 (10,96 euros/kg en semaine 9).

Cotations régionales agneaux 3 (couvert), 16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir - Zone Nord (€/kg)



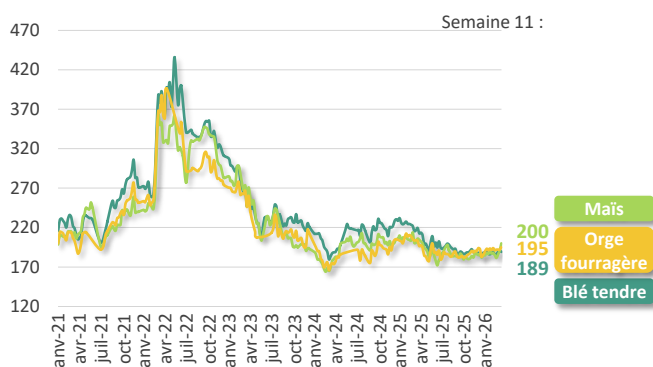
GRANDES CULTURES : LE CONTEXTE GÉOPOLITIQUE ANIME LES MARCHÉS SANS RÉELLE FLAMBÉE DES PRIX

La plupart des analystes des marchés des grandes cultures annonçaient en début d'année

un certain marasme des cours en 2026 à moins « d'incident majeur » compte tenu de

l'abondance de la production mondiale de céréales et d'oléagineux et de son effet baissier sur les prix des céréales et des oléagineux. Cet « incident » s'est produit le 28 février dernier avec l'entrée en guerre des Etats-Unis et d'Israël contre l'Iran. Sur fond de tensions géopolitiques anciennes et déjà très vives, ce nouveau conflit impacte l'équilibre de multiples marchés à commencer par celui du pétrole et du gaz. Fortement corrélés aux marchés de l'énergie, les prix de référence des complexes céréaliers et oléagineux se sont animés en réaction à cette nouvelle crise géopolitique, mais sans réelle flambée pour le moment.

Cotations des céréales à la Pallice (€/tonne)

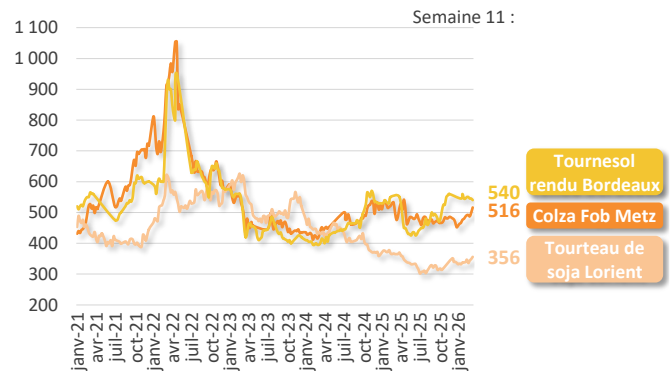


Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Le prix du blé (189 €/tonne en semaine 11), déjà influencé par ce contexte, s'est redressé, mais est resté contenu. A ces éléments de soutien géopolitiques s'adjoignent le risque climatique avec des craintes sur les impacts potentiels des conditions sèches sur la production américaine de blé d'hiver. Mais, si la volatilité est de retour, la lourdeur des fondamentaux devrait la contenir.

Le marché du maïs est également impacté par le contexte géopolitique et bénéficie de la fermeté actuelle (200 €/tonne en semaine 11). Mais à l'instar du marché du blé, les motifs de pression baissière ne manquent pas à commencer par les importations européennes de maïs en provenance d'Ukraine qui concurrencent l'origine française sur le marché européen. L'arrivée progressive de la récolte argentine fera pression également sur le marché mondial au cours des prochaines semaines.

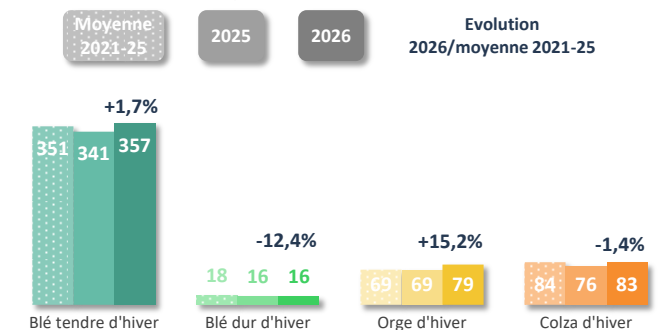
Cotations des oléagineux (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.

Le colza a franchi le seuil psychologique de 500 €/tonne sous l'impulsion des événements évoqués plus haut (516 €/tonne en semaine 11). Le complexe oléagineux est également porté par l'attente de mandats d'incorporation de biocarburants annoncés en hausse aux Etats-Unis notamment. Ce contexte ainsi que la tension du marché du tournesol (540 €/tonne en semaine 11) renforcent la fermeté du marché du colza dont l'approvisionnement est limité pour des raisons sanitaires ou concurrentielles.

Evolution des surfaces de grandes cultures en Pays de la Loire (1 000 ha)



PEP Chambre d'agriculture Pays de la Loire

Source : Agreste

Les surfaces emblavées en cultures d'hiver progressent à l'échelle nationale par rapport à la campagne précédente. Elles atteindraient 6,4 millions d'hectares (dont 4,8 en blé tendre), en hausse de 3,2 % sur un an, un niveau proche de la moyenne des années 2021-25. La hausse est encore plus soutenue en colza (+8 % sur un an ; 1,4 million d'hectares). En Pays de la Loire, la progression des surfaces sur un an est du même ordre de grandeur avec près de +5 % pour le blé tendre (357 000 ha) et un peu plus de 9 % pour le colza (83 000 ha).



VITICULTURE : UN BEAU MILLÉSIME 2025, MAIS DES VOLUMES RECOLTÉS INFÉRIEURS A LA MOYENNE QUINQUENNALE

Après une mauvaise année 2024, les conditions météorologiques de 2025 ont permis une récolte qualitative et quantitative, même si la production reste en deçà de la moyenne quinquennale 2020-24. De faibles volumes 2025 sont confirmés en AOC Anjou-Saumur avec près de 876 500 hectolitres (-6,7 %/2024 et -12,5 %/2020-24) sur 18 348 hectares. Sur le vignoble Nantais, les volumes revendiqués en AOP s'élèvent à près de 252 700 hectolitres soit +61 %/2024, mais -4,7 %/2020-24. Les surfaces récoltées sont en recul (-10,9 %/2024 et -15,8 %/2020-24). Moins touchée par la crise viticole, la région Pays de la Loire a néanmoins connu des arrachages en 2025, sans replantation des parcelles concernées : 111 hectares en Maine-et-Loire et 520 hectares en Loire-Atlantique.

En Nantais, les vins AOP représentent 64 % des volumes récoltés, l'IGP 18 % et les VSIG 18 %.

En Anjou-Saumur, la répartition est respectivement de 89 %, 4 % et 7 %. En évolution sur douze mois glissants-octobre 2025, les volumes de vins AOP du Vignoble Nantais mis en marché, vendus en France et à l'export poursuivent leur trajectoire de baisse (respectivement de -9 %, -10 % et -7 %). Les disponibilités limitées suite à la récolte 2024 impactent la capacité à alimenter les marchés. Pour les vins AOP Anjou-Saumur, les volumes mis en marché sont stables (-1 %) grâce au dynamisme des ventes à l'export (+16 %). C'est une année record à l'export depuis 2000, tant en volume, en valeur et en prix grâce à la forte dynamique du Crémant de Loire. Les volumes vendus en France sont à la baisse (-5 %). Les mises en marché à fin octobre concernant l'IGP sont à -4 % en France et -4 % à l'export. L'IGP maintient son rang de 2^e vin de Loire exporté en volume et en valeur, toutes couleurs confondues, après le Crémant de Loire selon InterLoire.



HORTICULTURE ET PÉPINIÈRE : ANNÉE 2025 DIFFICILE POUR L'HORTICULTURE, MAIS REGAIN D'ACTIVITÉ POUR LA PÉPINIÈRE

S'agissant de l'horticulture, les achats de végétaux par les ménages sont en recul de -2,1 % en volume sur la période de novembre 2024 à octobre 2025 (par rapport à la même période 2023-24) d'après FranceAgriMer et Valhor. En valeur, le repli des achats (-7 %) est accentué par la baisse des prix moyens des végétaux destinés au potager. Le recul est plus important pour les végétaux d'extérieur (-12 % en volume) et les végétaux de cérémonie ou destinés au cimetière (-14 %) que pour les végétaux d'intérieur (-7 %). La tendance est inverse pour les végétaux destinés au potager dont les volumes progressent significativement (+11 %), mais dont la baisse des prix moyens affecte la valorisation qui fléchit de -9 %. Ce repli des achats concerne les fleuristes, les jardinerie et la grande distribution. Trois circuits font cependant exception : les livres services agricoles, les marchés et les producteurs.

Toujours à l'échelle nationale et en 2025, le déficit de la balance commerciale du secteur horticole se maintient par rapport à 2024, mais régresse de près de -4 % par rapport à la moyenne quinquennale 2020-24.

En pépinière, le chiffre d'affaires global des entreprises, suivi par le baromètre Valhor, progresse de +4,5 % au cours du deuxième semestre 2025 par rapport à 2024 après une hausse de +3,5 % au cours du premier semestre de la même année. Les collectivités continuent de végétaliser malgré l'approche des élections municipales. Les professionnels de la filière craignent cependant un recul de l'activité au cours des prochains mois en raison du temps de mise en place des nouvelles équipes. La probable baisse de dotations accordées aux collectivités territoriales pourrait également conduire à des arbitrages défavorables à la végétalisation. A ce contexte s'ajoute la pression des négociations

commerciales sur les niveaux de prix contractualisés avec la distribution. Les professionnels des filières horticulture et

pépinière espèrent enfin un regain d'intérêt des particuliers pour leur jardin afin de soutenir l'activité après un hiver très humide.



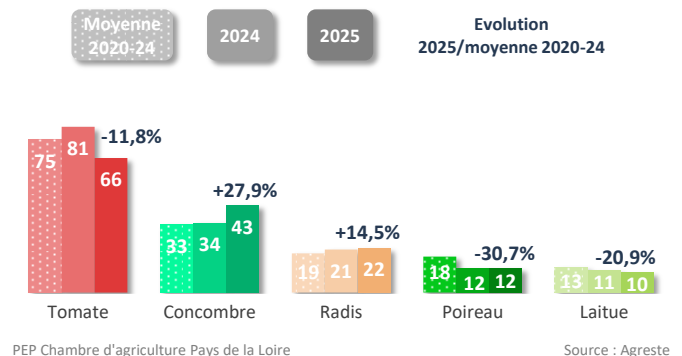
CULTURES LÉGUMIÈRES : LES LÉGUMES D'AUTOMNE ET D'HIVER IMPACTÉS PAR LES CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES

Le marché des légumes frais est confronté à une baisse tendancielle de la demande. Les consommateurs mangent moins de légumes (80,1 kg en 2024 soit -7 %/moyenne quinquennale 2019-23. Face à cette consommation atone, le marché est plus ou moins sous pression en fonction de l'offre.

Concernant les légumes de plein champ, les conditions climatiques de novembre et décembre ont été plutôt douces, ce qui a favorisé la production : des volumes importants se retrouvent sur un marché peu porteur. Depuis, la période de froid début janvier puis les inondations de février ont limité l'offre. Le marché se maintient à des cours assez bas à des niveaux de prix inférieurs à ceux de l'année passée (-6,5 %/2024). La filière s'inquiète des conséquences des inondations qui ont touché le bassin de la Loire et ses affluents : récolte difficile des légumes qui étaient en pleine production (poireaux, salade, ...), semis compromis des légumes bottes (radis, oignons, carottes, ...), retard sur le planning pour le buttage des asperges et incertitude sur le potentiel de la production à venir.

S'agissant des légumes de serre, les campagnes pour la tomate et le concombre se sont terminées fin octobre avec une demande peu soutenue et

Evolution de la production de légumes en Pays de la Loire (1 000 tonnes)



des niveaux de prix inférieurs à la moyenne quinquennale. D'après Agreste, la production de tomate est en recul de près de -19 % en 2025, alors que celle de concombre progresse de près de +25 %. La production de concombre a démarré depuis mi-février avec de faibles volumes en raison des conditions de faible luminosité, ce qui pourrait impacter les premières opérations commerciales à venir. Le marché est porteur avec une bonne demande des distributeurs et une bonne valorisation du produit (1,20 euro HT/kg pour le concombre Pays de la Loire de 400-500g en semaine 10). Les premiers volumes de tomates arrivent sur un marché plutôt calme.

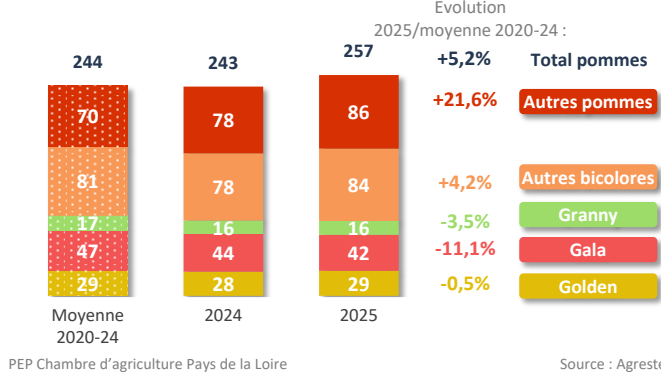


ARBORICULTURE : UNE BONNE RÉCOLTE 2025 EN POMMES ET EN POIRES

La production ligérienne de pommes et de poires progresse significativement en 2025, après une année 2024 en recul d'après Agreste. Les conditions climatiques ont été globalement favorables malgré un excès d'humidité à partir de juillet, favorisant une forte pression sanitaire du puceron cendré dans certains vergers. La production régionale de pommes s'élève

à 256 605 tonnes, soit +6 % par rapport à 2024 (+5 %/moyenne quinquennale 2020-24). Pour les poires, la production ligérienne atteint 20 557 tonnes, soit +19 % (+24 %/2020-24). La récolte des poires Williams a doublé, pour atteindre 3 417 tonnes. Les volumes de poires d'automne et d'hiver progressent respectivement de +8 % et +10 %.

Evolution de la production de pommes en Pays de la Loire (1 000 tonnes)



Depuis le début de campagne, la consommation de pommes reste en berne, pénalisée par une météo relativement douce à l'automne, l'arrivée des premiers agrumes sur le marché et la tendance baissière de la consommation en frais (au profit de la consommation en compote).

Selon l'Association Nationale Pommes Poires (ANPP), les volumes commercialisés sur le marché français sont en recul de -5 %, à contrario des ventes à l'export qui progressent de +14 %. En début d'année, les stocks français et européens restent élevés (respectivement de +7 % et +8 %/moyenne triennale 2022-24). Les producteurs sont contraints à des concessions tarifaires (depuis le début de campagne, la réfaction s'élève à -4 centimes/kg produit « nu départ » moyenne toutes variétés), rendant leur situation économique préoccupante à mi-campagne.

Le marché et les cours se maintiennent en poires malgré la forte pression de la Belgique et des Pays-Bas. Le marché est un peu plus difficile sur la poire Comice et les petits calibres en poire Conférence.

Pour accéder aux publications
du Pôle économie et prospective,
cliquer ou scanner :



Pôle économie et prospective de la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire :

Pierre-Yves AMPROU	Tél. 06 48 38 45 15
Sarah BIGOT	Tél. 06 26 64 30 92
Chloë BIOCHE	Tél. 02 41 18 60 60
Clémentine LIBEER	Tél. 06 75 09 88 38
Isabelle TRAINEAU	Tél. 06 16 81 60 21

Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr
Mail : sarah.bigot@pl.chambagri.fr
Mail : chloe.bioche@pl.chambagri.fr
Mail : clementine.libeer@pl.chambagri.fr
Mail : isabelle.traineau@pl.chambagri.fr